

*Questions orales*

me il l'a été et comme il le restera, à offrir le meilleur programme de soins de santé que nous puissions avoir au Canada. Le budget n'a rien changé à cela.

Nous avons demandé aux provinces de contribuer à résoudre un problème national. Les paiements de transfert que nous faisons aux provinces ne sont pas destinés à la santé ou à l'enseignement postsecondaire. Il s'agit de transferts inconditionnels. C'est aux provinces de décider comment elles veulent dépenser cet argent.

En apportant des changements, nous avons cependant tenu compte de la santé financière des provinces. Les dépenses dans des provinces comme l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, qui sont en meilleure posture financière, ont été limitées à un taux de croissance d'environ 2,25 p. 100 l'an prochain. Dans les provinces les moins riches, comme celles de l'Atlantique, le taux de croissance des dépenses y sera d'environ 4 p. 100. Mais la moyenne pour toutes les provinces est de 3 p. 100, et la moyenne pour l'ensemble des dépenses de programmes du gouvernement fédéral est de 3 p. 100.

Nous ne demandons pas aux provinces de faire plus que nous ne sommes prêts à faire nous-mêmes. En fait, les autres réductions de dépenses que nous avons faites représentent un ajustement de nos dépenses beaucoup plus grand que celui que nous invitons les provinces à faire elles-mêmes.

**M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing):** Monsieur le Président, le ministre des Finances devrait se fier à ce qu'il dit lui-même des intérêts composés. Dans les cinq prochaines années, 7 milliards de dollars seront retranchés des services de santé. Pourtant, 88 p. 100 des Canadiens ont demandé au ministre de ne pas réduire le financement des soins de santé et de l'enseignement postsecondaire.

Dans ce budget, 70 p. 100. . .

**M. le Président:** Je demande au député de poser sa question.

**M. Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing):** Monsieur le Président, compte tenu du fait que 70 p. 100 du budget consiste en restrictions qui sont imposées aux malades, aux étudiants et aux plus démunis, pourquoi le ministre des Finances s'en prend-il aux plus faibles? Pourquoi ne s'en prend-il pas à ceux qui sont capables de se défendre?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, les provinces à qui nous demandons ce rajustement dans leurs dépenses sont parfaitement capa-

bles de se défendre. Certaines reconnaissent que nous avons un problème de déficit et un problème de dette et que nous devons les régler. Elles comprennent comment nous devons nous y prendre, même si cela dépasse mon ami.

Je lui demande de réfléchir à ceci. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur le problème de la dette et les conséquences qu'il aura si nous n'y mettons pas bon ordre. Pensez à la dette que notre gouvernement a héritée en 1984 du gouvernement antérieur. Elle était de 185 milliards. Les intérêts sur cette dette constituent 80 p. 100 des déficits que nous accusons depuis 1984. Le message devrait être assez clair pour lui: si nous n'agissons pas, nous ploierons sous la dette et c'est. . .

**M. le Président:** La députée de Beaver River.

**Mlle Deborah Grey (Beaver River):** Monsieur le Président, après la présentation du budget de l'an dernier, j'ai réclamé une analyse de la répartition des dépenses et des recettes du gouvernement par province. On m'a dit que c'était impossible. Il est pourtant essentiel de disposer d'une telle analyse. Le gouvernement soutient que ses compressions budgétaires permettront à la Banque du Canada d'abaisser les taux d'intérêt. Cela ne sera possible que si les compressions sont appliquées dans les régions où l'inflation est la plus élevée.

Ma question s'adresse au ministre des Finances. Acceptera-t-il de déposer une analyse de la répartition des dépenses et des recettes du gouvernement par province pour le budget de cette année?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, ce que la députée sous-entend dans sa question, c'est que les gens craignent que le budget ne touche certaines régions plus durement que d'autres.

Voici ce que Jeffrey Simpson a dit ce matin: «La Colombie-Britannique est frappée de plein fouet par le budget conservateur.» On retrouve, à peu de chose près, la même manchette dans toutes les régions du pays. À Vancouver, donc, on dit que

La Colombie-Britannique est malmenée. . . L'Alberta paie la note. . . La Saskatchewan est durement touchée par le budget Wilson. . .

Des compressions de 3 milliards de dollars frappent durement l'Ontario.

On dit la même chose au Québec et dans les autres provinces.

Le message est donc on ne peut plus clair: chacune des provinces estime que le budget la touche durement. J'en conclus que nous avons réparti équitablement le fardeau.